

Service Prévention des Risques Environnementaux
Secteur Industrie Agro-Alimentaire
9, rue du sabot
22 440 Ploufragan

Ploufragan, le 17/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/07/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SECANIM BRETAGNE

Zone industrielle des Îles
22170 PLOUVARA

Code AIOT : 0005500334

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/07/2024 dans l'établissement SECANIM BRETAGNE implanté zone industrielle des Îles à PLOUVARA (22170). L'inspection a été annoncée le 07/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection intervient dans le cadre de la programmation pluriannuelle de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SECANIM BRETAGNE
- ZONE INDUSTRIELLE DES ILES 22170 Plouvara
- Code AIOT : 0005500334
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SECANIM Bretagne exploite un établissement spécialisé dans le traitement des cadavres, des déchets ou des sous-produits d'origine animale.

Au titre des ICPE, le site relève du régime de l'autorisation d'exploiter et dispose, dans ce cadre, d'un arrêté préfectoral d'autorisation du 1er juillet 2004 modifié.

La société relève principalement de la rubrique n°3650 (Élimination ou recyclage de carcasses ou de déchets animaux, avec une capacité de traitement supérieure à 10 tonnes par jour) qui vise sa soumission à la Directive 2010/75/CE relative aux émissions industrielles (IED).

La capacité de traitement autorisée est fixée à 900 Tonnes / jours.

Elle exploite également sur son site sa propre station de traitement des eaux résiduaires.

Le site dispose de trois aires de dépotage par citerne routière et de stockage des produits chimiques en vrac (zone traitement chimique, laveur biofiltre et STEP) qui font l'objet du contrôle.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Statut SEVESO	Code de l'environnement du 01/06/2015, article R.515-32	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Etude de dangers	Code de l'environnement du 01/03/2017, article L.181-25	Demande de justificatif à l'exploitant	8 mois
6	Règles de gestion aires de déchargement, réservoirs, rétentions...	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	5 mois
7	Rétention associée aux aires de déchargement	Arrêté Préfectoral du 01/07/2004, article 6.8.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	5 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 26/10/2015, article 2	Sans objet
3	Information sur les produits	Arrêté Préfectoral du 01/07/2004, article 6.8.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater la présence de 3 aires de dépotage de produits chimiques par citerne routière.

Les échanges ont porté sur la problématique des mélanges incompatibles et des fuites accidentelles de produits chimiques (fuite sur réservoir vrac et fuite de citerne routière).

Dans une démarche de prévention des risques accidentels, il est demandé à l'exploitant de s'assurer que la configuration des installations de dépotage ne complique pas la gestion d'un éventuel accident. Des corrections (création d'une rétention associée à l'aire de déchargement "laveur biofiltre", création de rétentions séparées pour les réservoirs H₂O₂ et NaOCl associés à l'aire de déchargement "traitement chimique", ancrage au sol des réservoirs vrac...), et compléments à l'étude des dangers sont attendus sur ces problématiques.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2015, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Nomenclature ICPE
Prescription contrôlée : <p>Les dispositions de l'article 3-1 de l'arrêté préfectoral du 1 juillet 2004 sont modifiés comme suit :</p> <p>«3-1 Descriptions des installations classées</p> <p>La S.A.S SIFDDA BRETAGNE dont le siège social est situé usine des Vaux à Guer (56), est autorisée à exploiter zone industrielle des Isles à Plouvara (22) :</p> <ul style="list-style-type: none">° un atelier d'équarrissage et de traitement de sous-produits d'origine animale ;° un atelier d'abattage sanitaire de bovins, ovins et caprins ;° une station d'épuration collective d'eaux résiduaires industrielles. [...] <p>La présente autorisation est octroyée au titre des activités visées par les rubriques suivantes relevant de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement : [...]</p> <ul style="list-style-type: none">• <u>Rubrique 3650</u>: Élimination ou recyclage de carcasses ou de déchets animaux, avec une capacité de traitement supérieure à 10 tonnes par jour <p>- Capacité: 178000 t/an - 900 t/j en pointe</p> <p>- Régime: Autorisation</p> <ul style="list-style-type: none">• <u>Rubrique 2791-1</u>: Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations classées au titre des rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2783, 2794, 2795 ou 2971. La quantité étant supérieure à 10 t/j. <p>- Capacité: 178000 t/an soit 622 t/j en moyenne et 900 t/j en pointe (dont 2791: 30 000 tonnes)</p> <p>- Régime: autorisation</p> <ul style="list-style-type: none">• <u>Rubrique 2730</u>: Sous-produits d'origine animale, y compris débris, issues et cadavres (traitement de), y compris de lavage de laines de peaux, laines brutes, laines en suit, à l'exclusion des activités visées par d'autres rubriques de la nomenclature, des établissements de diagnostic, de recherche et d'enseignement : La capacité de traitement étant supérieure à 500 kg/j <p>- Capacité: 178 000 t/an soit 622 t/j en moyenne et 900 t/j en pointe (dont 2791: 30 000 tonnes)</p> <p>- Régime: autorisation</p> <ul style="list-style-type: none">• <u>Rubrique 2210</u>: Abattage d'animaux, à l'exclusion des activités classées au titre de la rubrique 3641 : La masse des animaux abattus, exprimée en carcasses étant, en activité de pointe :1. Supérieure à 5 t/j pour les installations autres que celles classées au titre du 3 <p>- Capacité: 100 t/j</p> <p>- Régime: autorisation</p>
Constats : <ul style="list-style-type: none">• <u>Rubrique 3650</u>:<p>La capacité de production déclarée dans GEREPE pour l'année 2023 est de 167 413 t/an avec un niveau maximum de 860 t/j en pointe.</p><p>Cette capacité de production pour la rubrique principale IED du site est respectée.</p> <p>La capacité d'abattage indiquée à rubrique 2210 passe le seuil IED de 50 tonnes de carcasses par jour fixé à la rubrique 3641. Cette installation est maintenue sur le site.</p> <p>Une actualisation de la situation administrative (rubrique ICPE) sera réalisée dans le cadre du dossier de réexamen.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Statut SEVESO

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/06/2015, article R.515-32
Thème(s) : Situation administrative, Recensement des substances et mélanges dangereux
Prescription contrôlée : I. - La présente section s'applique aux installations, dont la liste est fixée par décret en Conseil d'Etat, dans lesquelles des substances, préparations ou mélanges dangereux sont présents dans des quantités telles qu'ils peuvent être à l'origine d'accidents majeurs. II. - L'exploitant procède au recensement régulier des substances, préparations ou mélanges dangereux susceptibles d'être présents dans ses installations et le tient à jour. III - L'information du préfet prévue à l'article L. 513-1 comporte également les informations relatives au recensement des substances, préparations ou mélanges dangereux susceptibles d'être présents sur le site.
Constats : L'inspection constate que l'annexe 2, du dossier de porter-à-connaissance déposé en 2016 par SECANIM, relative à la détermination du statut Seveso, conclut sur un statut non Seveso. En complément, l'inspection demande à l'exploitant d'actualiser cette annexe en prenant également en compte les produits non classés (avec un seuil ICPE < à D) mais qui présentent des mentions de dangers qui participent aux règles de cumul Seveso. Pour chaque produit, il faut indiquer son nom, son numéro CAS quand il existe, son état physique, et ses mentions de dangers H ventilés selon 3 colonnes (a-dangers pour la santé, b-dangers physique, c-dangers pour l'environnement) ainsi que la quantité maximale détenue en tonnes.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Information sur les produits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2004, article 6.8.2
Thème(s) : Risques accidentels, Information sur les produits
Prescription contrôlée : L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation. Il tient à jour les fiches de données de sécurité prévues dans le code du travail permettant de satisfaire cette obligation. Les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits et les symboles de danger conformément, s'il y a lieu, à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.
Constats : Post-inspection, l'exploitant a communiqué les fiches de données sécurité des 5 produits chimiques stockés en vrac dans des réservoirs alimentés par une citerne routière : NaOCl (hypochlorite de Sodium), NaOH (hydroxyde de Sodium), H ₂ SO ₄ (acide sulfurique), H ₂ O ₂ (peroxyde d'hydrogène), C ₃ H ₈ O (glycérol). Les réservoirs de stockage des produits chimiques étaient étiquetés avec le nom des produits et les symboles de danger. L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur les informations des fiches de données de sécurité suivantes :

- FDS V2022-06-13: H₂SO₄, - Rubrique 10: Stabilité et réactivité (p.8 - extrait) :
 - Réactivité: Réaction violente lors d'apport d'eau sur un acide concentré.
 - Possibilités de réactions dangereuses: forte réaction exothermique lors d'un ajout d'eau sur le produit concentré. Réagit violemment avec certaines bases. Réagit avec les hypochlorites (dégagement de chlore). Réagit avec les métaux avec dégagement d'hydrogène gazeux inflammable.
 - Matières incompatibles: réaction violente lors d'apport d'eau sur un acide concentré. Réagit violemment avec: Bases. Métaux. Produits chlorés.
 - Produits de décomposition dangereux: Au contact des métaux, libère de l'hydrogène gazeux qui peut former avec l'air des mélanges explosifs. Peut se décomposer à haute température en libérant des vapeurs toxiques/inflammables. Oxyde de soufre.
- FDS V2021-08-17: NaOCl - Rubrique 10: Stabilité et réactivité (p.11 - extrait) :
 - Réactivité: Au contact d'un acide, dégage un gaz toxique
 - Réactions dangereuses: Peut dégager du chlore en cas de mélange avec des solutions acides
 - Matières incompatibles, matières à éviter: **Acides**. Composés d'ammonium. Anhydride acétique, Matières organiques, **Peroxyde d'hydrogène**, Sels en métal. Cuivre, Nickel, Fer.
 - Produits de décomposition dangereux: Chlore, Oxydes de chlore

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : État des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49

Thème(s) : Risques accidentels, État des matières stockées

Prescription contrôlée :

Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation.

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.

Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.

Constats :

L'exploitant doit communiquer à l'inspection son état des matières stockées à jour à la date de l'inspection. Il doit expliquer comment il est organisé pour mettre les documents (état des matières stockées, plans de localisation des stockages...) en permanence à la disposition des services d'incendie et de secours.

L'exploitant demande à partir de quel seuil doit porter cet état : bidon 5 litres ? IBC ? (ou en français GRV comme Grand Récipient Vrac).

Post-inspection, et au vu de l'accidentologie relative aux fuites de produits chimiques et aux mélanges incompatibles accidentel, il ne faut pas descendre en dessous du GRV (où volume équivalent).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Étude de dangers

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/03/2017, article L.181-25
Thème(s) : Risques accidentels, Étude de dangers
Prescription contrôlée : Le demandeur fournit une étude de dangers qui précise les risques auxquels l'installation peut exposer, directement ou indirectement, les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 en cas d'accident, que la cause soit interne ou externe à l'installation. Le contenu de l'étude de dangers doit être en relation avec l'importance des risques engendrés par l'installation. En tant que de besoin, cette étude donne lieu à une analyse de risques qui prend en compte la probabilité d'occurrence, la cinétique et la gravité des accidents potentiels selon une méthodologie qu'elle explicite. Elle définit et justifie les mesures propres à réduire la probabilité et les effets de ces accidents.
Constats : L'inspection s'intéresse aux installations de déchargement des produits chimiques, à partir d'une citerne routière, stockés en vrac dans des réservoirs SECANIM qui comprend : <ul style="list-style-type: none">• <u>l'aire de déchargement laveur biofiltre et 3 réservoirs associées</u> : Hypochlorite de sodium (NaOCl) 47/50 en cuve double enveloppe de 25m³, Lessive de soude (NaOH) 30,5 % en cuve double enveloppe de 25m³, Acide sulfurique (H₂SO₄) 96 % en cuve double enveloppe de 20m³;• <u>l'aire de déchargement traitement chimique et 4 réservoirs associés</u> : Hypochlorite de sodium (NaOCl) 47/50 en cuve simple enveloppe de 30 m³, Peroxyde d'hydrogène (H₂O₂) 35 % en cuve simple enveloppe de 30m³, Acide sulfurique (H₂SO₄) 96 % en cuve double enveloppe de 10 m³ ; Hydroxyde de sodium (NaOH) 30,5 % en cuve simple enveloppe de 25m³;• <u>l'aire de déchargement STEP et 3 réservoirs</u> : Soude (NaOH) 30,5 % en cuve double enveloppe de 30m³, Glycérol (C₃H₈O) dans 2 cuves simple enveloppe de 9 m³ chacune. L'inspection constate que l'EDD de 1997 traite succinctement, au §.V2.3, la prévention du risque de réaction dangereuses. Cette EDD doit être complétée afin notamment : <ul style="list-style-type: none">• d'étudier le risque de fuite sur un réservoir vrac (par exemple : Aria-59937_Fuite d'acide chlorhydrique en amont de la pompe de soutirage dans une fromagerie) ou un risque de fuite sur la citerne routière (par exemple : Aria-52659_Fuite d'acide sulfurique sur citerne routière dans une raffinerie);• d'expliquer comment l'exploitant est organisé pour éviter un dépotage accidentel : si le produit dans la citerne routière est différent du produit attendu (par exemple Aria-55710_Erreur d'usine_Explosion suite dépotage accidentel de thiosulfate d'ammonium dans acide nitrique) ; ou si la citerne routière est dirigée par erreur vers une cuve à remplir contenant un produit incompatible (par exemple : Aria-17981_Émission de chlore suite dépotage accidentel de javel dans acide sulfurique);• d'examiner tous les couples de produits incompatibles parmi les 5 produits livrés par dépotage sur le site : NaOCl, NaOH, H₂SO₄, H₂O₂, C₃H₈O : par exemple le dépotage accidentel de la citerne routière contenant du H₂SO₄ dans une cuve remplie de NaOCl ; mais l'inverse doit être systématiquement étudié (par exemple NaOCl dans H₂SO₄) afin de mettre en évidence la cinétique (lente ou rapide) de chaque mélange. Il faut également étudier les plus grands volumes de produits avec les proportions nécessaires pour que les 2 produits incompatibles se combinent de manière optimale ; et en prenant en compte la défaillance des différentes mesures de maîtrise des risques mises en place par l'exploitant (en application de la circulaire du 10/05/2010 qui récapitule les règles méthodologiques applicables aux EDD dans les IC classées en application de la loi du 30/07/2003 ; § Phénomènes dangereux de fuite de longue durée).

<p>À noter que le site Internet Cameochemicals indique que tous les couples de mélanges (formés à partir des 5 produits précités) sont incompatibles.</p> <ul style="list-style-type: none"> de coter en gravité et en probabilité tous les scénarios (cf AM Probabilité Cinétique Intensité Gravité du 29/09/2005). Tous les scénarios majorants doivent être modélisés (en tenant de la topographie des lieux) ; modélisation en 2D pour voir la forme du nuage toxique et report des zones d'effets (irréversibles, létaux...) sur une carte de type IGN pour visualiser les enjeux impactés. <p>Ensuite, l'exploitant saisira le service d'inspection sur la marche à suivre en vue d'exclure les scénarios majorants au titre de l'urbanisation.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Règles de gestion aires de déchargements, réservoirs, rétentions...

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25
Thème(s) : Risques accidentels, Aires de déchargements, réservoirs, rétentions...
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Capacité des rétentions [...]</p> <p>II. Règles de gestion des rétentions et stockages associés [...]</p> <p>III. Dispositions spécifiques aux réservoirs [...]</p> <p>IV. Dispositions spécifiques aux rétentions déportées [...]</p> <p>V. Dispositions relatives aux tuyauteries et capacités contenant des matières dangereuses [...]</p> <p>VI. Dispositions spécifiques aux aires de chargement, déchargement et manipulation [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant doit apporter la preuve que ses installations (aires de déchargement, réservoirs, tuyauteries...) sont conformes aux prescriptions applicables de l'article 25 de l'Arrêté Ministériel du 4 octobre 2010 modifié ; en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> les réservoirs sont-ils ancrés au sol ? comment est gérée l'évacuation des eaux de pluie pour les rétentions à l'air libre ? des produits incompatibles sont-ils dans des rétentions distinctes ? en particulier, l'exploitant doit apporter la preuve que NaOCl et H₂O₂ ne sont pas incompatibles. Dans l'attente de la réponse de l'exploitant, l'inspection considère que les 2 cuves simples enveloppe qui contiennent respectivement du NaOCl et du H₂O₂ ne peuvent continuer de cohabiter dans la même rétention sur l'aire de déchargement traitement chimique. pour les réservoirs double-enveloppe : la rétention en double enveloppe est-elle conçue et entretenue pour résister à la pression statique et à l'action physico-chimique du liquide pouvant être recueilli ? la double enveloppe est-elle équipée d'un dispositif de détection en cas de fuite sur la paroi interne et/ou externe ? quelles dispositions sont prises pour recueillir le liquide dangereux débordant en cas de sur-remplissage ? des dispositifs de protection sont-ils prévus contre les potentielles agressions physiques ? les réservoirs sont-ils équipés d'un dispositif permettant de stopper une éventuelle fuite sur le circuit de soutirage en amont immédiat de la pompe (cf. REX Aria-59937_Fuite d'acide chlorhydrique en amont de la pompe de soutirage dans une fromagerie) ?
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Rétention associée aux aires de déchargement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2004, article 6.8.1
Thème(s) : Risques accidentels, Préventions des pollutions accidentelles
Prescription contrôlée :

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des valeurs: [...]

La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé [...].

...Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes doivent être étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles [...]

Constats :

L'inspection demande à l'exploitant ce qui est prévu pour gérer une fuite accidentelle majeure de produits chimiques (NaOCl, NaOH, H₂SO₄, H₂O₂, C₃H₈O) sur chacune des 3 aires de déchargements : par exemple vidange intégrale d'une citerne routière sur l'aire de déchargement :

- Aire de déchargement traitement chimique et 4 réservoirs associés :

- l'exploitant explique que l'aire de déchargement a une forme de cuvette qui fait office de rétention et n'est reliée à aucun réseau. En cas de fuite accidentelle, les effluents chimiques pourront être récupérés par une entreprise spécialisée.

L'inspection demande à l'exploitant d'apporter la preuve que la capacité de la rétention de l'aire de déchargement est suffisante au regard de la capacité maximum de la citerne routière, susceptible de se vider intégralement pour une raison accidentelle, pour chacun des 4 produits concernés : NaOCl, H₂O₂, H₂SO₄, NaOH ; et pour un approvisionnement maximum de chacune des cuves en considérant qu'elles sont vides avant le dépotage et qu'il faut les remplir intégralement.

- Aire de déchargement STEP et 3 réservoirs :

- l'exploitant explique qu'en dehors des opérations de dépotage, l'aire de déchargement est reliée au réseau EP ; et pendant les opérations de dépotage, le réseau EP au départ de l'aire de déchargement est aiguillé vers 2 rétentions déportées via une sorte de vanne 3 voies.

L'inspection demande à l'exploitant de préciser si les rétentions déportées sont reliées entre-elles ; et d'apporter la preuve que la capacité de ces rétentions déportées est suffisante au regard de la capacité maximum de la citerne routière, susceptibles de se vider intégralement pour une raison accidentelle, pour chacun des 2 produits concernés : NaOH, glycérol ; et pour un approvisionnement maximum de chacune des cuves en considérant qu'elles sont vides avant le dépotage et qu'il faut les remplir intégralement.

- Aire de déchargement laveur biofiltre et 3 réservoirs associées :

- l'exploitant explique que les effluents chimiques seront collectés dans le réseau d'eaux pluviales et dirigés vers le bassin tampon des eaux pluviales de la STEP, qui fera office de rétention.

- l'inspection pose les questions suivantes :

* le réseau de collecte des eaux pluviales entre l'aire de déchargement et le bassin tampon de la STEP est-il exclusivement gravitaire (c'est-à-dire sans recours à une éventuelle utilité électrique, notamment pompe de relevage) ?

* ce réseau de collecte résistera-t-il aux actions physico-chimiques des effluents transportés ?

* comment sera gérée la STEP pour éviter toute pollution accidentelle dans le milieu naturel ?

* des exercices sont-ils organisés régulièrement ?

- l'exploitant confirme la présence d'un poste de relevage à l'entrée du bassin tampon dont la pompe ne résistera pas longtemps à l'action physico-chimique des effluents chimiques, ce qui fera générer un débordement au niveau du poste de relevage.

Mais conformément à la procédure « confinement et déviation des eaux pluviales », l'exploitant explique que les effluents chimiques seront dirigés vers une lagune, de la zone Ternois, équipée d'une membrane pour éviter toute pollution dans le milieu naturel.

- post inspection l'inspection invite l'exploitant à prendre connaissance du REX de l'accident Aria-52659 (Fuite d'acide sulfurique sur citerne routière dans une raffinerie) qui met en évidence la difficulté à gérer ce genre d'accident à cause de l'émission de vapeurs acides... d'où l'intérêt de confiner au plus près de la fuite.

<p>D'autre part l'inspection fait remarquer à l'exploitant que diriger des effluents d'acide sulfurique dans le bassin tampon de la STEP rempli, au moins partiellement, d'eaux pluviales et/ou industrielles, conduit à un mélange incompatible accidentel, car l'addition d'eau à de l'acide sulfurique concentré provoque une réaction exothermique très violente, accompagnée de projections." (source INRS, Bases de données Réactions chimiques dangereuses). En conséquence, l'inspection considère que l'aire de déchargement laveur biofiltre n'est pas reliée à une rétention dimensionnée selon les règles de l'art.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>